

la rupture de l'union de la gauche en mars 1978. Il compte aussi pouvoir rassembler les suffrages provenant d'un groupement hétéroclite, sur la base de ses mots d'ordre chauvins et de ses explications grossières sur la menace germano-américaine qui pèserait sur l'indépendance de notre pays. On a vu que le parti révisionniste, accusant non à tort le PS d'être droitier, n'est lui-même pas très regardant sur ses propres alliances et accueille dans son «grand rassemblement de la diversité» tout confondus les gaullistes, les gens de droite, les paysans et les PME... sur la seule base de la défense de l'intérêt national. Il s'agit à l'évidence de la politique «d'union du peuple de France» remodelée au goût du jour.

● Détourner les luttes de leur cible

Lorsqu'en Lorraine, les sidérurgistes s'attaquent aux commissariats, à la télévision... ils s'attaquent aux responsables de leurs licenciements, à l'Etat capitaliste français. Dans le même temps, le PCF leur déclare que les responsables sont ailleurs, à Bonn et à Bruxelles, qu'il s'agit de Schmidt et de Davignon et que le gouvernement français n'est responsable que de «brader» la France, y trouvant on ne sait comment son intérêt. Ne s'agit-il pas là de détourner de la véritable cible la lutte des travailleurs, de tenter d'affaiblir une lutte qu'il n'est pas certain de pouvoir contenir ? C'est bien de la même façon que procède le PCF dans le Midi rendant responsable la CEE de la liquidation des petits paysans, liquidation accélérée peut-être par l'intégration européenne mais avant tout liée au système capitaliste et programmée par le gouvernement.

Le PCF rejette les responsabilités de la crise à l'extérieur, indiquant une cible lointaine, sur laquelle les travailleurs n'ont pas de prise, contre laquelle il ne leur est offert que de voter pour des députés PCF européens.

S'il est vrai que la concertation européenne a pu accélérer les plans de restructuration de la bourgeoisie française, c'est bien elle qui en porte la responsabilité et contre qui nos coups doivent être portés.

● Resserer les rangs

Au lendemain des élections de

mars 1978, le PCF traversait une crise interne grave qui est loin d'être terminée. De nombreuses interrogations se faisaient jour concernant la tactique du parti révisionniste, l'alliance avec le PS et plus largement sur les pays de l'Est, la démocratie...

Il était nécessaire pour la direction du PCF de «resserrer les rangs» et de proposer une perspective à court terme qui puisse faire «oublier» l'échec de mars. Le thème anti-européen se prêtait assez bien à cette opération. Il s'agit en effet d'un thème relativement unifiant, qui, s'en prenant aux lointaines institutions de Bruxelles ou à Bonn fait oublier le gouvernement français et les postes ministériels tant espérés et occupés par d'autres. C'est un thème qui permet de vilipender le PS, et de bien faire comprendre à ceux qui n'en seraient pas convaincus que le responsable de la rupture, de l'échec, c'est bien le parti de Mitterrand.

Ceci explique que dès l'été 1978, le PCF ait engagé, un an à l'avance sa campagne électorale.

Cependant ces efforts n'ont pas remporté que des succès puisque les oppositionnels du courant Elleinstein ont formulé de nombreuses critiques, reprochant à leur direction l'abandon de «l'euro-communisme». La direction du PCF a d'ailleurs réagi de façon particulièrement virulente à ces prises de position (6), les taxant de «lamentables et inadmissibles», de «coup de poignard dans le dos», indiquant ainsi qu'elle ne tolérerait pas d'attaques concernant sa campagne sur l'Europe, son nouveau cheval de bataille.

Une logique capitaliste

Dans le discours du PCF, on retrouve une logique, celle de son projet politique de capitalisme d'Etat. Si ce projet n'est pas actuellement à l'ordre du jour pour le parti révisionniste, la logique qui se dessine à travers les propositions du PCF, c'est bien celle du capitalisme, de la défense des intérêts de l'impérialisme français ; c'est aussi, derrière des critiques superficielles un soutien aux positions de l'URSS.

● Une position très favorable à l'URSS

Dans sa critique de l'Europe ger-

mano-américaine, le PCF emploie le même langage que celui qui était le sien dans les années 1950, alors que les impérialismes occidentaux reconstruits grâce à l'aide américaine étaient sous la coupe de l'impérialisme US, engagés dans la politique de guerre froide, de blocus contre l'URSS, le camp socialiste. Si le PCF ne prend pas en compte le relatif déclin de la superpuissance US, ni les résistances des impérialismes européens aux pressions américaines, il ne fait pas état, c'est évident de la transformation de l'URSS, qu'il continue d'appeler «pays socialiste», l'URSS devenue une superpuissance, la plus agressive aujourd'hui contre les peuples du monde.

De nombreuses propositions du PCF vont dans le sens des grands thèmes développés par le social-impérialisme. Le PCF contribue à accréditer l'idée de la soi disant volonté de détente du social-impérialisme, demandant l'application des accords d'Helsinki, la limitation des armements sans mettre en cause la prolifération des armements de l'URSS. Surtout le PCF insiste sur la nécessité de tisser des liens de plus en plus étroits avec les pays de l'Est. «Il y a un vaste champs d'action inexploité en matière de coopération avec les pays socialistes. Notre pays prend à cet égard dans la période actuelle un retard préjudiciable à ses intérêts» *Le défi démocratique* 1973. Si aujourd'hui le PCF se fait un peu plus discret dans ses appels à la coopération avec l'Est, il lui faut tenir compte des protestations nombreuses, y compris en son sein face à la réalité de ces pays ; si aujourd'hui il ne cite plus le COMECON comme un modèle pour le Marché commun, cette volonté de se rapprocher de l'URSS constitue un des fils conducteurs de la position du PCF.

En affirmant que les usines menacées de fermeture sont rentables ou que le Midi viticole est directement menacé par l'élargissement de la CEE, le PCF ne prend pas la défense des travailleurs, mais celle de la «production française». Il se fait

(6) A propos d'un article de Jean Rony, oppositionnel du courant Elleinstein publié dans *Le Monde* du 29 novembre 78 «L'Eurocommunisme à l'heure des élections»